



## Conseil économique et social

Distr. générale  
15 mai 2020  
Français  
Original : anglais

**Pour information**

---

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Session annuelle de 2020**

29 juin–2 juillet 2020

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

### Rapport de l'UNICEF sur les recommandations du Corps commun d'inspection

#### *Résumé*

Établi en application de la décision 2001/4 du Conseil d'administration, le présent rapport récapitule les mesures prises par l'UNICEF pour donner suite aux recommandations formulées dans les rapports du Corps commun d'inspection (CCI) publiés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019. Parmi les neuf rapports rendus publics au cours de cette période, sept contenaient des recommandations intéressant directement l'UNICEF. L'organisation apprécie vivement les réflexions du Corps commun d'inspection, ainsi que les observations et les recommandations formulées dans les rapports.

---

\* [E/ICEF/2020/6](#).

*Note* : La version française du présent document a été établie dans son intégralité par l'UNICEF.



## I. Présentation

1. Le Corps commun d'inspection (CCI) publie des rapports et des notes annuels à l'intention des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies qui ont accepté le statut du CCI. Chaque rapport ou note contient une série de recommandations qui doivent être examinées, soit par les chefs de secrétariat, soit par les organes délibérants/directeurs de ces organismes. Le présent rapport de l'UNICEF à son Conseil d'administration fournit, entre autres, une brève présentation générale de la suite donnée par l'UNICEF aux rapports pertinents publiés par le CCI entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019 et des commentaires sur les recommandations du CCI qui ont été adressés à l'UNICEF (voir annexe I). Les rapports et les notes susmentionnés, ainsi que toutes autres annexes et observations, par exemple celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), peuvent être consultés dans leur intégralité sur le site Internet du CCI ([www.unjiu.org](http://www.unjiu.org)) ou au moyen des titres en hyperlien de chaque rapport dans la section II du présent document.

2. L'UNICEF continue de participer, en collaboration avec le CCI, à plusieurs examens. L'UNICEF assure le suivi des recommandations figurant dans les rapports et informe le CCI sur l'avancée de leur mise en œuvre. En outre, en tant qu'organisation membre du CCS, l'UNICEF participe à la préparation des réponses communes aux divers rapports du CCI.

3. En 2019, le CCI a publié neuf rapports<sup>1</sup> : deux comptes rendus concernant un seul organisme, et sept examens systémiques. Les rapports relatifs à l'ensemble du système contenaient au total 48 recommandations, dont 41 (85 %) intéressant l'UNICEF. Parmi elles, 13 étaient adressées au Conseil d'administration de l'UNICEF et 28 aux chefs de secrétariat. Le statut d'acceptation et de mise en œuvre des 41 recommandations en février 2020 est détaillé en annexe I et présenté brièvement ci-dessous :

a) L'UNICEF a accepté 34 recommandations, dont 17 ont été appliquées et 17 sont en cours d'application ;

b) Deux recommandations sont toujours en cours d'examen en vue de leur acceptation ;

c) Quatre recommandations n'ont pas été acceptées ;

d) Une recommandation intéresse l'UNICEF, mais sa mise en œuvre ne dépend pas de son autorité exclusive.

4. L'annexe II présente de manière détaillée l'état d'avancement des recommandations du CCI antérieures à 2019 et leur statut de mise en œuvre en février 2020. En résumé :

a) Cela porte le nombre total de recommandations à 56, dont 30 ont été acceptées et sont en cours d'application, 24 sont mises en œuvre, une ne dépend pas de l'autorité exclusive de l'UNICEF et une n'a pas été acceptée.

b) Sur les 30 recommandations acceptées et en cours d'application, neuf ont été formulées en 2014–2016, et 21 en 2017–2018.

---

<sup>1</sup> Au cours de cette période, le CCI a publié neuf rapports, dont sept intéressant l'UNICEF. Au cours de la session annuelle 2020 du Conseil d'administration, l'UNICEF commentera les rapports publiés après le 31 décembre 2018 au titre du programme de travail du CCI pour l'année 2018 et de sa reconduction pour 2019.

## **II. Points essentiels des rapports publiés par le Corps commun d'inspection en 2019**

5. Les sept rapports contenant des recommandations intéressant l'UNICEF sont résumés ci-dessous. Les deux rapports ayant pour date de référence l'année 2018 ont été publiés en 2019. On trouvera à l'annexe I des observations supplémentaires sur les recommandations formulées dans ces rapports.

### **A. Améliorer l'accessibilité des personnes handicapées aux conférences et réunions des entités du système des Nations Unies (JIU/REP/2018/6)**

6. L'UNICEF accueille favorablement le rapport, lequel fournit une vue d'ensemble de l'accessibilité et propose des mesures afin de remédier aux lacunes détectées. Le rapport souligne que l'UNICEF est l'une des deux entités de l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui disposent d'une politique en matière d'accessibilité. Il relève également le fait que l'UNICEF applique trois niveaux de normes d'accessibilité dans tous ses bureaux à l'échelle mondiale, ce qu'il considère comme une bonne pratique. Autre bonne pratique mise en évidence dans le rapport : le Fonds pour l'environnement et l'accessibilité. L'UNICEF et d'autres entités des Nations Unies travailleront en collaboration afin de partager leurs connaissances et d'élaborer ensemble des formations obligatoires, conformément aux recommandations. L'UNICEF s'engage en outre à mettre à profit les conclusions et les recommandations du présent rapport pour améliorer et institutionnaliser l'accessibilité. (Les commentaires du CCS sont disponibles dans le document [A/74/217/Add.1.](#))

### **B. Renforcer l'exploitation de la recherche sur les politiques dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (JIU/REP/2018/7)**

7. Le rapport vise à sensibiliser à l'importance de la recherche sur les politiques pour mettre en œuvre un programme de transformation en faveur d'un développement durable. Il reconnaît le rôle précieux que joue la recherche sur les politiques au sein du système des Nations Unies et cherche à lui donner plus de visibilité et à renforcer l'efficacité et la transparence concernant les résultats obtenus et leur utilisation. Le rapport souligne par ailleurs la nécessité de consolider le rôle du système des Nations Unies s'agissant de produire, de stimuler et de diffuser des recherches fiables et objectives. Il fournit des exemples qui révèlent l'avance de l'UNICEF sur d'autres organismes des Nations Unies dans ce domaine, ce qui reflète l'important investissement institutionnel du Fonds dans sa fonction de recherche. L'UNICEF accueille favorablement le rapport et s'appuiera sur ses conclusions ainsi que sur les 12 recommandations formulées pour renforcer sa fonction de recherche et ainsi optimiser ses investissements relatifs à ses activités de plaidoyer, à la programmation et à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. (Les commentaires du CCS sont disponibles dans le document [A/74/216/Add.1.](#))

### **C. Examen du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes (JIU/REP/2019/2)**

8. Le rapport analyse l'efficacité, la valeur ajoutée et l'impact du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes (ONU-SWAP) lors de la première phase de mise en œuvre, de 2012 à 2017. Il vise à fournir une évaluation du Plan d'action comme cadre de redevabilité et de suivi des performances à l'échelle du système à l'Assemblée générale des Nations Unies, qui est invitée à approuver les recommandations du rapport. Les inspecteurs du CCI ont conclu que l'ONU-SWAP constituait un cadre de référence utile et fiable pour la prise en compte des questions de genre. Les entités des Nations Unies ont presque unanimement reconnu que l'ONU-SWAP avait fait progresser la prise en compte des questions de genre. Qui plus est, l'UNICEF estime que l'ONU-SWAP vient en complément des initiatives existantes et qu'il contribue à institutionnaliser davantage l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. L'UNICEF indique par ailleurs que le rapport est utile pour repérer les lacunes éventuelles et que l'organisation a mis en place des mesures de soutien supplémentaires en interne pour y remédier. Le rapport salue les efforts déployés par l'UNICEF pour se conformer au cadre de redevabilité de l'ONU-SWAP.

9. L'UNICEF accueille favorablement le rapport, en particulier la recommandation 1, qui vise à garantir que les organismes mettent en place des mécanismes permettant de vérifier la qualité des rapports par rapport aux critères de l'ONU-SWAP. En revanche, le Fonds n'accepte pas les recommandations 4 et 5, et met en garde contre le risque que le processus de l'ONU-SWAP alourdisse la charge de travail liée à l'établissement de rapports. S'il n'accepte pas la recommandation 5, l'UNICEF précise néanmoins avoir mandaté, en 2019, une évaluation indépendante de ses deux Plans d'action pour l'égalité des sexes qui se sont succédé entre 2014 et 2019. La réponse de la direction à l'évaluation indépendante sera présentée au Conseil d'administration de l'UNICEF lors de sa session annuelle de 2020. (Les commentaires du CCS sont disponibles dans le document [A/74/306/Add.1.](#))

### **D. Examen de l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans l'action que mène le système des Nations Unies dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (JIU/REP/2019/3)**

10. Le rapport révèle qu'au vu des données couvrant la période allant de 2012 à 2017, le système des Nations Unies a globalement intégré les mesures de réduction des risques de catastrophe (RRC) à ses priorités et à ses plans et qu'il a adopté des stratégies de programmation sectorielle tenant compte des risques. Cela étant, il reste encore beaucoup à faire au niveau national. L'UNICEF pointe l'urgence du rapport, car l'intégration et le déploiement à grande échelle de la RRC, ainsi que des mesures d'adaptation aux effets des changements climatiques et d'atténuation de ces derniers sont essentiels pour atteindre les objectifs du Programme 2030. La RRC est au centre de la stratégie de l'UNICEF visant à atténuer les conséquences humanitaires des changements climatiques, et le Fonds ainsi que ses partenaires doivent s'employer à accroître les investissements dans ce domaine en vue d'assurer une programmation efficace. Le rapport souligne en outre qu'il est indispensable de ne « laisser personne de côté » et d'adopter une approche inclusive pour intégrer efficacement la RRC au système des Nations Unies, mais aussi pour que l'UNICEF puisse remplir sa mission première, c'est-à-dire améliorer la vie des enfants.

L'UNICEF accepte deux recommandations sur les trois formulées dans le rapport. (Les commentaires du CCS ne sont pas encore disponibles.)

## **E. Examen de la gestion du changement dans les entités des Nations Unies (JIU/REP/2019/4)**

11. Le rapport se penche sur le rôle de la gestion du changement et sur les pratiques associées dans les réformes organisationnelles, notamment dans les réformes culturelles, au sein du système des Nations Unies de 2010 à 2018. Au total, 47 initiatives de réforme concernant 26 organismes ont été examinées, dont quatre initiatives de l'UNICEF portant respectivement sur les ressources humaines, le repositionnement et le réalignement stratégiques, les plans de gestion des bureaux, ainsi que sur le système de gestion des performances.

12. Le rapport met en évidence la nécessité d'inclure des approches et des méthodes liées à la gestion du changement dans les réformes organisationnelles, tout en précisant que les efforts déployés en la matière avaient produit des effets inégaux au sein du système des Nations Unies, car les entités conçoivent et appliquent la gestion du changement de différentes manières. Le rapport mentionne plusieurs facteurs de réussite essentiels concernant la gestion du changement et souligne l'importance de démarrer ce processus au plus haut niveau de l'organisation, avec l'appui d'une fonction des ressources humaines qui facilite le changement.

13. L'UNICEF accueille favorablement le rapport et a déjà appliqué ses recommandations pertinentes ou est en train de le faire. Dans cette optique, l'UNICEF a formé un groupe restreint sur la gestion du changement chargé de superviser et d'orienter les efforts déployés en faveur du changement. (Les commentaires du CCS sont disponibles dans le document [A/74/669/Add.1.](#))

## **F. L'administration des services d'informatique en nuage dans le système des Nations Unies (JIU/REP/2019/5)**

14. Le rapport couvre de nombreux aspects relatifs aux services d'informatique en nuage et met en lumière des problématiques majeures à prendre en compte dans le cadre de la gestion des services en nuage au sein du système des Nations Unies. L'UNICEF a participé activement à la préparation du rapport du CCI et souscrit à ses conclusions et à ses recommandations. Afin de continuer à assurer la mise en œuvre efficace de ses programmes, l'UNICEF pourrait envisager de recourir à des services d'informatique en nuage hébergés ou exploités au titre de contrats existants relatifs aux technologies de l'information et des communications (TIC) conclus avec d'autres organismes des Nations Unies. (Les commentaires du CCS sont disponibles dans le document [A/74/691/Add.1.](#))

## **G. Les comités d'audit et de contrôle des entités des Nations Unies (JIU/REP/2019/6)**

15. L'UNICEF accueille favorablement le rapport qui vise a) à déterminer si les comités d'audit et de contrôle existants ont été correctement établis et s'ils remplissent leur mission d'origine conformément à leur mandat ou à leur charte ; b) à évaluer dans quelle mesure ces comités ne respectent pas les normes et principes généralement admis ; et c) à répertorier les bonnes pratiques et les enseignements tirés et à recommander leur adoption sélective par les comités d'audit et de contrôle des entités du système des Nations Unies. Cet examen des comités doit tenir compte des besoins et des caractéristiques propres à leurs entités respectives. L'UNICEF partage l'avis des auteurs du rapport selon lequel il n'existe pas de solution toute

faite. Le Fonds reste déterminé à garantir l'efficacité de son Comité consultatif pour les questions d'audit. L'examen lui a été d'une grande utilité, puisqu'il l'a amené à examiner, réviser et mettre à jour la charte de son comité dont la publication est prévue en 2020. (Les commentaires du CCS sont disponibles dans le document [A/74/670/Add.1](#).)

## Annexe I

### Récapitulatif de l'état d'avancement de l'application des recommandations adressées à l'UNICEF par le Corps commun d'inspection entre janvier et décembre 2019

<i>Recommandations pertinentes</i>	<i>Observations</i>
<b>Améliorer l'accessibilité des personnes handicapées aux conférences et réunions des entités du système des Nations Unies (JIU/REP/2018/6)</b>	
1. Recommandations adressées au Conseil d'administration ou à un organe délibérant	
<b>Recommandation 10</b>	<b>Acceptée et en cours d'application</b>
Les organes délibérants des entités du système des Nations Unies devraient inscrire à leur ordre du jour l'examen des rapports périodiques qui leur sont soumis sur l'accessibilité des personnes handicapées aux installations et services de conférence et de réunion, y compris l'état d'avancement des mesures visant à remédier aux lacunes en matière d'accessibilité.	Le Fonds reçoit de manière systématique des rapports sur l'amélioration de l'accessibilité de ses locaux via le logiciel d'évaluation de l'empreinte environnementale et de l'accessibilité (EFAAT) qu'il a acquis, et de ses échanges réguliers avec les bureaux régionaux et de pays. Les comptes rendus sont notamment communiqués à l'équipe dirigeante dans les examens à mi-parcours et les rapports annuels.
2. Recommandations adressées aux chefs de secrétariat	
<b>Recommandation 1</b>	<b>Acceptée et en cours d'application</b>
Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient charger les bureaux compétents d'élaborer, d'ici à la fin de 2020, un projet de politique relative à l'accessibilité des personnes handicapées aux conférences et réunions, ainsi que des directives pour l'application de cette politique, et d'en présenter les textes à leurs organes délibérants respectifs, si leur approbation est nécessaire pour que la politique prenne effet.	Dans le cadre de son action visant à améliorer l'accessibilité des personnes handicapées aux conférences et réunions, l'UNICEF élabore ou révisé actuellement plusieurs politiques. Le Fonds travaille par exemple à la conception d'une politique globale sur la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap. S'agissant de l'accessibilité des infrastructures, l'UNICEF met actuellement à jour sa procédure sur l'éco-efficacité et l'accès inclusif à ses locaux et à ses activités (DFAM/PROCEDURE/2018/001). L'UNICEF a de surcroît lancé le projet LinkUp axé sur les téléconférences afin de veiller à ce que les équipements des technologies de l'information et des communications mis à disposition dans les salles de conférence répondent, entre autres, aux normes techniques les plus élevées ainsi qu'aux normes d'accessibilité. La plateforme vise à encourager les bureaux régionaux et les bureaux de pays à utiliser des équipements plus accessibles à tous.

*Recommandations pertinentes**Observations***Recommandation 2**

Pour toutes les grandes conférences qui se tiennent hors des locaux des entités du système des Nations Unies, les chefs de secrétariat de ces entités devraient veiller à ce que les prescriptions en matière d'accessibilité soient clairement énoncées dans les accords conclus avec l'entité hôte pour certaines conférences et réunions.

**Recommandation 3**

Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait devraient désigner, d'ici à décembre 2021, un coordonnateur pour l'accessibilité au sein de leur entité, dont le mandat définirait clairement le rôle et les responsabilités en matière d'amélioration de l'accessibilité des personnes handicapées aux conférences et réunions.

**Recommandation 4**

Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient charger les bureaux compétents qui s'occupent des questions d'accessibilité d'élaborer, d'ici à décembre 2021, des procédures normalisées eu égard aux responsabilités opérationnelles qui leur incombent d'améliorer l'accessibilité des personnes handicapées aux conférences et réunions.

**Recommandation 5**

Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient imposer aux organisateurs de réunions et de conférences l'obligation de garantir, d'ici à décembre 2021, que : a) la participation des personnes handicapées est pleinement soutenue par des procédures d'enregistrement accessibles aux personnes présentant divers handicaps ; b) les formulaires d'inscription disponibles dans un format accessible comportent des rubriques ayant pour objet de recueillir des informations précises sur les impératifs en matière d'accessibilité ; c) les informations sur les installations et services accessibles sont diffusées auprès de tous les participants potentiels au moyen de sites Web et de notes d'information accessibles ; d) les enquêtes de satisfaction réalisées, dans un format accessible, à

**Acceptée et en cours d'application**

L'UNICEF élabore actuellement une procédure de communication tenant compte de la question du handicap. Cette procédure, qui sera conforme à l'indicateur 15 de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, souligne la nécessité d'accueillir l'ensemble des conférences majeures et des événements de haut niveau dans des lieux accessibles grâce à des approches inclusives.

**Acceptée et appliquée**

L'UNICEF a déjà désigné un coordonnateur chargé de l'accessibilité au sein de la Division de la gestion financière et administrative dont le rôle et les responsabilités sont clairement définis conformément à la recommandation.

**Acceptée et en cours d'application**

L'UNICEF travaille actuellement à l'élaboration d'une politique relative à l'accessibilité et à l'inclusion pour l'ensemble de l'entité. La procédure opérationnelle normalisée sur l'éco-efficacité et l'accès inclusif aux locaux et aux activités de l'UNICEF (DFAM/PROCEDURE/2018/001) est en cours d'actualisation. La version mise à jour spécifiera les normes actuelles sur l'accessibilité ainsi que les dispositifs opérationnels et financiers visant à rendre les locaux plus accessibles.

**Acceptée et en cours d'application**

En se fondant sur les meilleures pratiques, l'UNICEF a mis au point des directives relatives à l'accessibilité des événements, et fournit des documents et des informations connexes. Ces supports sont désormais intégrés à un nouvel outil de gestion des connaissances portant sur l'accessibilité et l'inclusion. L'UNICEF a en outre finalisé un audit sur l'accessibilité de sept plateformes (Agora, Vision, SharePoint, e-Recruitment, unicef.org, Service Gateway, et Achieve). La prochaine étape consistera à pallier les lacunes décelées. Une fois ce processus terminé, l'UNICEF disposera de plateformes Web plus accessibles qui optimiseront l'accès aux interfaces utilisateurs et permettront à ces derniers de donner leur avis concernant divers sujets en lien avec l'accessibilité, via des enquêtes de satisfaction par



Recommandations pertinentes	Observations
<p>l'issue des conférences et réunions englobent systématiquement des questions visant à évaluer le degré de satisfaction à l'égard de l'accessibilité des installations et services.</p>	<p>exemple. L'UNICEF œuvre actuellement au renforcement des capacités du personnel en matière de conception universelle et d'accessibilité du Web.</p>
<p><b>Recommandation 6</b></p>	<p><b>Acceptée et appliquée</b></p>
<p>Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient, d'ici à décembre 2021, offrir la possibilité de participer à distance à toutes les réunions et conférences qu'ils organisent, sans préjudice des efforts visant à rendre la participation aux réunions et conférences accessible aux personnes handicapées.</p>	<p>La Division des technologies de l'information et de la communication (ICTD) de l'UNICEF a instauré l'utilisation de Zoom. Ce service axé sur l'informatique en nuage permet d'organiser des réunions et des conférences virtuelles. Zoom s'intègre aux services externes de sous-titrage, permet d'automatiser les transcriptions, et est compatible avec les lecteurs d'écran et les claviers adaptés.</p>
<p><b>Recommandation 7</b></p>	<p><b>Acceptée et appliquée</b></p>
<p>Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient publier des instructions à l'intention des services des technologies de l'information et des communications et de gestion des installations afin qu'ils procèdent à des évaluations périodiques de l'accessibilité des installations et services des entités de l'Organisation pour les conférences et réunions, et qu'ils veillent à ce que les organisations représentant les personnes handicapées soient dûment consultées à toutes les étapes du processus.</p>	<p>L'UNICEF continuera de mener des évaluations de l'accessibilité des installations et des locaux, qu'ils soient neufs ou déjà existants. Afin d'améliorer les technologies d'information et de communication, l'ICTD de l'UNICEF a actualisé la plateforme de communication en juin 2019. Celle-ci propose désormais de nouveaux outils ainsi que des outils améliorés de téléconférence visant à aider les membres du personnel à communiquer, à partager des informations et à collaborer plus facilement.</p>
<p><b>Recommandation 8</b></p>	<p><b>Acceptée et en cours d'application</b></p>
<p>Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient charger les services des achats de rédiger, d'ici à décembre 2021, des dispositions visant à incorporer les contrôles et/ou prescriptions en matière d'accessibilité dans les politiques et directives relatives aux achats, pour examen et adoption par l'autorité qui a pouvoir de décision en la matière.</p>	<p>L'UNICEF révisé actuellement son cadre réglementaire destiné à la fonction d'approvisionnement en vue de s'assurer que les nouvelles procédures incluent les questions d'accessibilité dans le processus d'achat des types de produits/services concernés. Par ailleurs, le Fonds poursuit ses discussions sur les questions du handicap et de l'approvisionnement à travers ses travaux menés conjointement avec d'autres organismes des Nations Unies dans le cadre du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion dont il est membre.</p>
<p><b>Recommandation 9</b></p>	<p><b>Acceptée et en cours d'application</b></p>
<p>Les chefs de secrétariat des entités du système des Nations Unies devraient élaborer et mettre en œuvre, par l'intermédiaire des mécanismes interstitutions pertinents, d'ici à décembre 2021, un module de formation spécialisée obligatoire, commun à l'échelle du système, sur l'inclusion du handicap et l'accessibilité, à l'intention du</p>	<p>L'UNICEF estime que le Secrétariat des Nations Unies devrait piloter et mettre en œuvre une formation commune à l'ensemble du système en s'appuyant sur la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, dont le Fonds est membre. L'UNICEF peut apporter une assistance technique sur l'élaboration de la formation, qui doit</p>

Recommandations pertinentes	Observations
<p>personnel participant directement ou indirectement au service des conférences et réunions, notamment mais pas exclusivement le personnel de la gestion des conférences, de la gestion des infrastructures et des services, des ressources humaines, des achats, du service en charge des questions juridiques, des services des technologies de l'information et des communications, des services médicaux, de l'information au public, et des services de la sécurité et de la sûreté.</p>	<p>être ciblée et adaptée à chaque division en vue d'obtenir les résultats escomptés en matière d'inclusion du handicap.</p> <p>En interne, l'UNICEF se concentre sur l'organisation de courts webinaires réguliers, personnalisés et interactifs destinés à renforcer l'implication du personnel et à promouvoir un changement de comportement pour améliorer l'inclusion et l'accessibilité des personnes handicapées. Des cours sur l'accessibilité au Web sont disponibles dans Agora pour les équipes informatiques. Par ailleurs, l'UNICEF encourage l'observance des directives et des normes existantes, telles que les spécifications techniques en matière d'accessibilité du cadre bâti et l'EFAAT. En outre, le Fonds a mis au point une nouvelle ressource : le kit d'accessibilité de l'UNICEF. En vue de sensibiliser à la question du handicap, l'UNICEF a développé un module d'orientation sur le handicap en 2013, dans le cadre duquel il co-définit une position commune des Nations Unies sur les retours sans danger et la réintégration durable. Enfin, en dehors des groupes de travail formels, le Bureau d'évaluation de l'UNICEF, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) collaborent pour mener une évaluation rapide des preuves concernant l'efficacité des stratégies visant à promouvoir l'unité familiale dans le cadre des migrations.</p>

**Renforcer l'exploitation de la recherche sur les politiques dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ([JIU/REP/2018/7](#))**

**Recommandation 12**

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en consultation avec tous les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies, devrait encourager les partenariats à long terme avec le milieu universitaire aux niveaux mondial, régional et national, et élaborer des directives de base pour ces partenariats.

**Acceptée et en cours d'application**

En vue de la prochaine phase du recensement des entités qui produisent des données probantes (voir recommandation 7), l'UNICEF conduit une analyse des réseaux sociaux dans le but d'identifier les centres d'excellence existants et émergents dans le domaine de la production de données probantes liées aux droits des enfants qui sont souvent cités par d'autres institutions ou liés à ces dernières. Une fois l'analyse effectuée, l'UNICEF commencera à se pencher sur l'établissement de partenariats à long terme avec le milieu universitaire afin d'obtenir des données probantes et de mener des activités de renforcement des capacités en matière de recherche

Recommandations pertinentes	Observations
	<p>nationale auprès de certaines entités régionales. L'équipe spéciale interdivisions sur la recherche étudiera par ailleurs la faisabilité de l'élaboration de directives de base pour ce type de partenariats.</p>
<p><b>Examen de la gestion et de l'administration de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (JIU/REP/2019/1)</b></p>	
<p>1. Aucune recommandation adressée à l'UNICEF.</p>	
<p><b>Examen du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes (JIU/REP/2019/2)</b></p>	
<p>1. Recommandations adressées au Conseil d'administration ou à un organe délibérant</p>	
<p><b>Recommandation 4</b></p>	<p><b>Non acceptée</b></p>
<p>Les organes délibérants et les organes directeurs des entités des Nations Unies devraient prendre connaissance de la lettre annuelle qu'ONU-Femmes adresse à la direction exécutive, accompagnée d'indications sur les stratégies et les mesures envisagées par les chefs de secrétariat pour mieux répondre aux exigences des indicateurs du Plan d'action à l'échelle du système et sur ce que l'on attend d'eux pour ce qui est de leur contribution à l'égalité des sexes et à l'avancement des femmes.</p>	<p>Une partie du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies (ONU-SWAP) 2.0 expose clairement les mesures correctives à mettre en place. L'adoption d'autres stratégies/indications risquerait de faire double emploi avec les rapports de l'ONU-SWAP. L'UNICEF soumet déjà à son Conseil d'administration un rapport annuel sur l'application de son Plan d'action 2018–2021 pour l'égalité des sexes. L'exigence supplémentaire indiquée dans la recommandation 4 crée un doublon avec les rapports concernant le Plan d'action pour l'égalité des sexes.</p>
<p>2. Recommandations adressées aux chefs de secrétariat</p>	
<p><b>Recommandation 1</b></p>	<p><b>Acceptée et appliquée</b></p>
<p>Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient procéder régulièrement à un examen critique des mécanismes d'assurance qualité en place dans leur entité afin de veiller à ce que les notes données pour les différents indicateurs dans le cadre du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes soient justes et conformes aux notes techniques publiées par ONU-Femmes et reflètent la réalité.</p>	<p>L'UNICEF suit déjà une approche systématique qui satisfait pleinement à la recommandation. Il s'agit d'un processus en deux étapes. Dans un premier temps, les sections organisationnelles de l'UNICEF procèdent à une auto-évaluation basée sur des données probantes et sur les critères de l'ONU-SWAP qui les concernent. La section chargée de la promotion de l'égalité des genres vient ensuite examiner et compléter les résultats obtenus.</p>
<p><b>Recommandation 2</b></p>	<p><b>Ne dépend pas de l'autorité exclusive de l'UNICEF</b></p>
<p>Avant la fin de 2020, les membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination devraient se coordonner</p>	<p>L'UNICEF comprend que l'examen proposé dans cette recommandation sera effectué dans le cadre de processus interstitutions.</p>

Recommandations pertinentes	Observations
<p>dans le cadre des mécanismes du Conseil existants pour entreprendre un examen d'ensemble des résultats atteints au terme de l'application de la première phase du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes et prévoir une plateforme d'approbation du dispositif tel qu'il a été révisé en 2018.</p>	
<p><b>Recommandation 5</b></p>	<p><b>Non acceptée</b></p>
<p>Avant la réalisation du Plan d'action 2.0, les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies devraient prévoir une évaluation indépendante des progrès tangibles qui ont été accomplis en ce qui concerne la prise en compte de la problématique femmes-hommes afin de promouvoir l'égalité des sexes et l'avancement des femmes au sein de leur organisme, en utilisant, le cas échéant, le Plan d'action comme point de référence.</p>	<p>En 2019, l'UNICEF a mandaté une évaluation indépendante de son Plan d'action pour l'égalité des sexes. Cette évaluation menée entre février et octobre s'est appuyée sur les contributions de plus de 32 pays. L'équipe de consultants a analysé toute une gamme de processus organisationnels, passé en revue plus de 500 documents et réalisé plus de 360 entretiens avec des membres du personnel travaillant au siège, dans les bureaux régionaux et dans les bureaux de pays. Le rapport final d'évaluation évalue ainsi la qualité, la mise en œuvre et les résultats des deux Plans d'action pour l'égalité des sexes déployés successivement entre 2014 et 2019. La réponse de la direction de l'UNICEF est en cours d'élaboration. Le Fonds estime qu'il est plus rentable d'exploiter les conclusions et les recommandations de l'évaluation conduite récemment plutôt que de mener une nouvelle évaluation indépendante si rapidement après la finalisation de la dernière.</p>
<p><b>Examen de l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans l'action que mène le système des Nations Unies dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (JIU/REP/2019/3)</b></p>	

1. Recommandations adressées au Conseil d'administration ou à un organe délibérant

**Recommandation 1**

Les organes directeurs des entités des Nations Unies devraient demander à leurs secrétariats de recenser les liens entre le mandat de base de l'entité et la réduction des risques de catastrophe, et de rendre compte des progrès réalisés en matière de réduction desdits risques en se fondant sur les orientations fournies dans le cadre de résultats du Plan d'action des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience, qui donne des directives pour le suivi et la publication de rapports sur les progrès accomplis dans la réalisation du Plan d'action.

**Acceptée et en cours d'application**

L'UNICEF a actualisé son Manuel des politiques et procédures de programmation, s'agissant aussi bien du contenu que de la forme (il est désormais accessible sur le Web et met en avant les liens entre les différents éléments de programmation). Les sections qui portent sur la réduction des risques de catastrophe (RRC) sont interdépendantes avec la mission principale et les secteurs programmatiques de l'UNICEF. Le contenu a été mis à jour de sorte à faire ressortir les liens explicites entre la RRC et les changements climatiques. La procédure de l'UNICEF sur la mise en relation de l'action

Recommandations pertinentes	Observations
	<p>humanitaire avec la programmation du développement a été adoptée en 2019. Elle met explicitement l'accent sur le fait de rendre obligatoire la prise en compte des risques dans les programmes. L'UNICEF œuvre actuellement à l'intégration plus poussée de la RRC, de la prise en compte des risques dans les programmes et des changements climatiques dans l'exécution des programmes, tout particulièrement lorsqu'il est question de resserrer les liens entre les interventions humanitaires et de développement. L'UNICEF a par ailleurs contribué à la rédaction du premier rapport sur le Plan d'action des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience. En outre, l'UNICEF a mis au point un système permettant d'assurer un suivi et un contrôle des travaux sur la RRC, lequel inclut notamment l'établissement de rapports annuels relatifs aux indicateurs du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2018–2021, et de procéder à l'examen et au suivi des nouveaux descriptifs de programme de pays et notes stratégiques de programme. Le Fonds a également défini des normes minimales d'inclusion dans les analyses de situation aux fins de l'établissement de rapports sur le plan stratégique et sur le plan d'action des Nations Unies sur la RRC.</p>

## 2. Recommandations adressées aux chefs de secrétariat

### Recommandation 2

Dans l'action de réforme du système des Nations Unies pour le développement qu'il mène en collaboration avec les chefs de secrétariat des autres entités des Nations Unies, le Secrétaire général devrait veiller à ce que la nouvelle génération de plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable intègre systématiquement la réduction des risques de catastrophe dans les plans stratégiques communs des équipes de pays, afin que le développement et la planification tiennent compte des risques, et dispose de ressources pour sa mise en œuvre, et à ce qu'un système commun de remontée d'informations permette de suivre les progrès accomplis selon les priorités définies dans le Cadre de Sendai et dans le Plan d'action des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience, et soit associé à des comptes rendus

### Non acceptée

L'UNICEF n'accepte pas cette recommandation, car elle se rapporte à des « comptes rendus détaillés sur les activités opérationnelles adressés aux organes directeurs ». Le Fonds rend compte des indicateurs liés à la RRC et à la prise en compte des risques dans les programmes dans le cadre de son Plan stratégique pour 2018–2021. Il n'adresse pas de rapports détaillés sur les activités opérationnelles au Conseil d'administration ni à aucune autre instance, car cela serait contraire aux exigences du Conseil d'administration concernant l'établissement de rapports axés sur les résultats. La préparation de comptes rendus détaillés sur les activités opérationnelles, comme l'exige la recommandation, impliquerait d'utiliser des ressources initialement affectées à l'exécution des programmes.

*Recommandations pertinentes**Observations*

détaillés sur les activités opérationnelles adressés aux organes directeurs.

### **Recommandation 3**

Dans le cadre de leur participation à la réforme en cours du système des coordonnateurs résidents redynamisé, les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies intervenant sur le terrain devraient veiller à ce que les équipes de pays des Nations Unies prévoient d'allouer des capacités à la mise en œuvre d'activités de développement tenant compte des risques et à ce qu'il soit rendu compte au siège de ces activités de terrain, notamment grâce à un suivi de la manière dont elles contribuent à l'application du Cadre de Sendai, prenant en considération le cadre de communication d'informations relatives aux objectifs de développement durable.

### **Acceptée et en cours d'application**

Le Cadre de résultats du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2018–2021 (en conformité avec les objectifs de développement durable) contient des indicateurs qui nécessitent que les bureaux de pays rendent compte de l'inclusion des risques dans les programmes. Les informations ainsi recueillies sont regroupées à l'échelle régionale et mondiale et alignées sur le Cadre de Sendai. Les mécanismes de suivi obligatoire mis en place au niveau des bureaux de pays en vue d'effectuer un suivi des activités relatives à la RRC et à une prise en compte élargie des risques dans les programmes sont les suivants : rapport annuel (questions de suivi stratégique) relatif au Plan stratégique de l'UNICEF, indicateurs pour examiner et suivre les nouveaux descriptifs de programme de pays et les notes stratégiques de programme, et normes minimales d'inclusion dans les analyses de situation. Ces dispositifs reposent sur un processus mené en concertation avec les équipes de pays des Nations Unies et contribuent fortement aux activités de RRC menées à l'échelle nationale et infranationale. Les travaux en cours portent notamment sur la mise en place d'une collaboration systématisée avec les processus gouvernementaux liés aux changements climatiques (par exemple, les plans nationaux d'adaptation) dans le but de renforcer la cohérence entre la RRC et les plans d'action concernant les changements climatiques. L'UNICEF œuvre à la spécialisation technique du personnel à l'échelle nationale. Le Fonds a adopté des orientations organisationnelles sur la prise en compte des risques dans la programmation, lesquelles portent notamment sur les effets des changements climatiques. La procédure de l'UNICEF impose en outre d'associer l'action humanitaire et la programmation pour le développement. Des ressources sont disponibles en ligne en appui à l'intégration des risques à la programmation et des membres du personnel formés sont également déployés dans les pays et dans les situations de crise humanitaire pour apporter leur soutien en la matière. L'UNICEF travaille actuellement à renforcer et à normaliser l'inclusion des résultats des analyses tenant compte des risques dans les notes stratégiques des programmes multisectoriels et dans les plans de

*Recommandations pertinentes**Observations*

travail annuels.

## Examen de la gestion du changement dans les entités des Nations Unies (JIU/REP/2019/4)

### 1. Recommandations adressées au Conseil d'administration ou à un organe délibérant

#### Recommandation 1

Les organes directeurs ou délibérants sont encouragés à veiller à ce que les chefs de secrétariat intègrent des principes et méthodes de gestion du changement dans leurs réformes organisationnelles et rendent compte des résultats obtenus.

#### Acceptée et en cours d'application

Un groupe restreint sur la gestion du changement présidé par la Direction générale adjointe à la gestion a été créé afin de superviser et d'orienter les efforts déployés par l'UNICEF en faveur du changement. Un groupe de référence composé de membres basés sur le terrain a également été formé en vue de réfléchir à la mise en œuvre des efforts en faveur du changement et de recueillir les retours et les enseignements tirés sur le terrain. La création de ces groupes s'inscrit dans la lignée des approches et des principes adoptés récemment par l'UNICEF en lien avec la gestion du changement au sein de l'organisme.

### 2. Recommandations adressées aux chefs de secrétariat

#### Recommandation 2

Les chefs de secrétariat devraient intégrer dans leurs réformes organisationnelles en cours et à venir des méthodes structurées et globales de gestion du changement, et en rendre compte à leurs organes directeurs ou délibérants.

#### Acceptée et en cours d'application

Voir la réponse à la recommandation 1.

#### Recommandation 3

Les chefs de secrétariat devraient, dans le cadre du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, appuyer l'élaboration d'outils destinés à uniformiser les enquêtes sur les questions organisationnelles menées auprès des fonctionnaires des Nations Unies.

#### Acceptée et appliquée

L'UNICEF conduit une enquête mondiale complète auprès du personnel tous les deux ans, et un sondage éclair les autres années. Les résultats de l'enquête sont ensuite communiqués au Conseil d'administration de l'UNICEF et partagés avec d'autres entités. Un prestataire externe est chargé de réaliser l'enquête. L'UNICEF partage avec les autres organismes des Nations Unies qui en font la demande les questions des enquêtes, les synthèses de résultats, les meilleures pratiques et les enseignements issus de son expérience en matière de gestion et de conduite d'enquêtes. L'UNICEF continuera d'apporter son soutien à la réalisation d'enquêtes communes à diverses entités des Nations Unies, telles que l'enquête : « Safe Space: Survey on Sexual Harassment in our Workplace » [Espaces sûrs : enquête sur le harcèlement sexuel au travail]. Le Réseau ressources humaines du

Recommandations pertinentes	Observations
<b>Recommandation 4</b>	Comité de haut niveau sur la gestion repère les éléments communs aux différentes enquêtes menées auprès du personnel afin de les comparer. Dans le cadre des recherches du Comité de haut niveau sur la gestion portant sur l'avenir du travail, le réseau se penche sur les solutions communes pour évaluer la culture des organisations et partager les meilleures pratiques.
Les chefs de secrétariat devraient veiller à ce que les ressources allouées à la gestion du changement soient clairement désignées et que les résultats attendus soient chiffrés, suivis et évalués.	<p><b>Acceptée et en cours d'application</b></p> <p>L'UNICEF reconnaît que la mobilisation des ressources joue un rôle déterminant pour atteindre les objectifs en matière de gestion du changement. C'est pourquoi le Fonds définit les ressources consacrées à chaque initiative de changement (et à chacune de ses étapes) avant son lancement. L'UNICEF conçoit un cadre de suivi de la gestion du changement de même qu'un système visant à suivre les investissements effectués en faveur de la gestion du changement. Le cadre permettra d'assurer un suivi des différentes étapes des initiatives de changement, de garantir que les résultats sont mesurés, évalués et font l'objet d'un suivi, et que les enseignements tirés sont communiqués aux différents stades.</p>
<b>Recommandation 5</b>	<p><b>Acceptée et en cours d'application</b></p> <p>L'UNICEF s'engage à faire évoluer la culture de l'organisme. Le Fonds a d'ailleurs actualisé son cadre des compétences du personnel en le recentrant sur les comportements attendus de la part de tous les membres du personnel en fonction de leurs rôles et de leurs responsabilités. Le nouveau cadre sera intégré aux processus clés des ressources humaines, tels que la création de profils d'emplois, le recrutement, la gestion des performances, la reconnaissance et les récompenses, la formation, le développement professionnel ou encore le renforcement des capacités de direction. Cette approche permettra d'assurer la mise en place de mécanismes destinés à favoriser les changements de comportements, par exemple, les outils d'évaluation à 360 degrés et autres méthodes d'évaluation.</p>
	Par ailleurs, l'UNICEF développe et applique en parallèle sa toute première Stratégie mondiale de communication interne (GICS) en vue d'appuyer le changement et les réformes à l'échelle de l'organisation. L'une des caractéristiques clés de la Stratégie mondiale de communication interne



Recommandations pertinentes	Observations
<b>Recommandation 6</b>	<p>consiste à impliquer le personnel de l'UNICEF dans la conception des actions à mener en faveur du changement organisationnel. Cela passe, entre autres, par une communication interactive entre les membres du personnel de l'UNICEF grâce à de multiples canaux de communication, par exemple, des canaux numériques, interpersonnels ou environnementaux. La Stratégie mondiale de communication interne suit une approche reposant sur des données probantes afin d'évaluer les répercussions de la communication interne de l'UNICEF sur les connaissances, les attitudes et les comportements/pratiques du personnel de l'organisme.</p>
<p>Les chefs de secrétariat devraient inscrire un point à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, afin d'examiner les moyens d'aider le Laboratoire des Nations Unies pour le changement et le savoir organisationnels à jouer un rôle plus important dans les réformes du système des Nations Unies.</p>	<p><b>En cours d'examen</b></p> <p>L'UNICEF s'emploie, avec d'autres entités, à collaborer avec le Laboratoire des Nations Unies pour le changement et le savoir organisationnels afin qu'il dispose des capacités nécessaires pour appuyer le changement. Par ailleurs, le travail de l'UNICEF s'inscrit en conformité avec les commentaires du Secrétaire général et du Conseil des chefs de secrétariat relatifs à cette recommandation (<a href="#">A/74/669/Add1</a>, paragraphe 21). Un grand nombre des entités des Nations Unies sont confrontées à des défis similaires et bénéficieraient de la mise en place d'un organe commun dédié aux pratiques de gestion du changement et disposant d'une expertise en la matière. Or, l'examen du CCI ne comprend pas d'analyse coûts-avantages complète de cette recommandation. Il est nécessaire d'acquérir davantage d'expérience et de données probantes sur l'impact du modèle du Laboratoire des Nations Unies pour le changement et le savoir organisationnels avant d'approuver ce rôle.</p>

### **L'administration des services d'informatique en nuage dans le système des Nations Unies ([JIU/REP/2019/5](#))**

#### **1. Recommandations adressées au Conseil d'administration ou à un organe délibérant**

##### **Recommandation 2**

Les organes directeurs des entités des Nations Unies devraient demander aux chefs de secrétariat de leurs entités respectives d'intégrer dans leurs stratégies financières des dispositions faisant en sorte que les dépenses opérationnelles et d'investissement liées aux nouvelles technologies puissent plus facilement

##### **Acceptée et appliquée**

L'UNICEF a inclus dans ses stratégies financières des dispositions faisant en sorte que les dépenses opérationnelles et d'investissement liées aux nouvelles technologies puissent plus facilement être adaptées en réponse aux faits nouveaux et utilisées efficacement.

Recommandations pertinentes	Observations
<p>être adaptées en réponse aux faits nouveaux et utilisées efficacement.</p>	
<p>2. Recommandations adressées aux chefs de secrétariat</p>	
<p><b>Recommandation 1</b></p>	<p><b>Acceptée et en cours d'application</b></p>
<p>Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient veiller à ce que leur planification de la continuité des opérations comprenne des stratégies et des mesures visant à atténuer le risque que des fournisseurs de services informatiques en nuage soient dans l'incapacité de fournir les services contractuels.</p>	<p>L'UNICEF a effectué une analyse des options de sauvegarde et réalise actuellement une vérification de conception avec l'un de ses prestataires de services de sauvegarde. Si cette vérification se révèle concluante, elle permettra d'actualiser le contrat existant en vue de protéger les données et le volume de travail dans le nuage en cas d'indisponibilité du service.</p>
<p><b>Recommandation 3</b></p>	<p><b>Acceptée et appliquée</b></p>
<p>Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient mettre en place des procédures de vérification périodique que leurs stratégies informatiques, notamment en ce qui concerne les services informatiques en nuage, sont conformes aux besoins et priorités de leur entité et permettent d'obtenir un bon retour sur investissement.</p>	<p>Les stratégies informatiques de l'UNICEF, notamment en ce qui concerne les services en nuage, sont conformes aux besoins et priorités de l'entité et permettent d'obtenir un bon retour sur investissement. Le suivi et l'évaluation périodiques de l'architecture de l'UNICEF et de ses processus de gouvernance des TIC reposent sur des cycles de planification stratégique obligatoire et permettent de garantir une supervision, un contrôle et une qualité adéquats.</p>
<p><b>Recommandation 4</b></p>	<p><b>Acceptée et appliquée</b></p>
<p>Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient faire procéder à une analyse exhaustive des risques avant d'externaliser des services de TIC, notamment des services d'informatique en nuage. Cette analyse devrait porter sur les risques et avantages tant techniques que financiers, et l'accord de niveau de service devrait prévoir des garanties appropriées.</p>	<p>L'UNICEF effectue déjà une analyse des risques avant d'externaliser des services de TIC dans le cadre de la gestion de projets et de sa politique d'externalisation et d'achat, conformément aux exigences légales, d'approvisionnement et fonctionnelles en matière de TIC.</p>
<p><b>Les comités d'audit et de contrôle des entités des Nations Unies (JIU/REP/2019/6)</b></p>	
<p>1. Recommandations adressées au Conseil d'administration ou à un organe délibérant</p>	
<p><b>Recommandation 1</b></p>	<p><b>Non acceptée</b></p>
<p>Les organes délibérants et directeurs des entités des Nations Unies devraient, s'ils ne l'ont pas déjà fait, veiller à ce que le mandat ou la charte du comité d'audit et de contrôle de leur entité soit révisé et actualisé d'ici à la fin de 2021, afin qu'il y soit expressément fait mention de l'indépendance du comité et de son rattachement hiérarchique à l'organe délibérant ou directeur.</p>	<p>Conformément à sa Charte révisée (2020), le Comité consultatif de l'UNICEF pour les questions d'audit est un organe consultatif indépendant nommé par la Direction générale et placé sous la supervision de cette dernière. Les comités consultatifs pour les questions d'audit d'organismes similaires, tels que le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des</p>

Recommandations pertinentes	Observations
<b>Recommandation 2</b>	<p>Nations Unies pour la population ou encore l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, jouent davantage un rôle de conseil auprès des chefs de secrétariat des entités que du Conseil d'administration.</p> <p>Le Conseil d'administration de l'UNICEF a approuvé le cadre de redevabilité qui prévoit que le Comité consultatif pour les questions d'audit soit nommé par la Direction générale et placé sous la supervision de cette dernière. Si l'on modifiait le rattachement hiérarchique du comité pour qu'il dépende du Conseil d'administration, la Direction générale pourrait avoir besoin qu'un autre organe pour la conseiller sur les sujets qui relèvent actuellement de la compétence du comité.</p> <p>Par ailleurs, le rapport annuel indépendant du Comité consultatif pour les questions d'audit est mis à la disposition du Conseil d'administration de l'UNICEF lors de sa session annuelle. Le Conseil d'administration peut, à sa discrétion, décider de collaborer avec le comité. La présidence du Comité consultatif pour les questions d'audit, ou son ou sa représentant(e), participe à la session annuelle du Conseil d'administration. Le comité peut en outre échanger avec le Conseil d'administration lors de la réunion informelle relative à l'audit et aux investigations qui se tient généralement avant la session annuelle.</p>
<p>Les organes délibérants et directeurs des entités des Nations Unies devraient, s'ils ne l'ont pas déjà fait, veiller à ce que le mandat ou la charte du comité d'audit et de contrôle de leur entité soit révisé d'ici à la fin de 2021, afin qu'y figurent toutes les fonctions de contrôle interne qui font partie, le cas échéant, des responsabilités et activités de ce comité.</p>	<p><b>Acceptée et appliquée</b></p> <p>La Charte révisée du Comité consultatif de l'UNICEF pour les questions d'audit (2020) répertorie les fonctions, les responsabilités et les activités internes du comité. Elle indique notamment que la responsabilité principale du comité est de conseiller la Direction générale afin de lui permettre de s'acquitter des responsabilités de l'UNICEF en matière de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle. Dans le cadre de cette responsabilité, le comité conseillera la Direction générale sur le caractère adéquat et l'efficacité des domaines suivants : gouvernance et redevabilité ; gestion des risques et contrôles internes ; déontologie et intégrité ; gestion financière et présentation de l'information ; contrôle interne (tâche qui incombe à deux bureaux de l'UNICEF : le Bureau de l'audit interne et des investigations, chargé des services d'audit interne et d'investigation, ainsi que le Bureau de</p>

## Recommandations pertinentes

## Observations

**Recommandation 3**

Les organes délibérants et directeurs des entités des Nations Unies devraient, s'ils ne l'ont pas déjà fait, veiller à ce que l'examen du système de contrôle interne et de la gestion des risques soit inscrit dans le mandat ou la charte du comité d'audit et de contrôle de leur entité d'ici à la fin de 2021, afin que toute l'attention voulue soit prêtée aux déficiences du contrôle interne et aux risques émergents.

**Recommandation 4**

Les organes délibérants et directeurs des entités des Nations Unies devraient, s'ils ne l'ont pas déjà fait, sérieusement envisager d'inscrire d'ici à la fin de 2021 le contrôle de la fonction de déontologie et des activités de lutte contre la fraude dans la version révisée du mandat ou de la charte du comité d'audit et de contrôle de leur entité, afin de renforcer le dispositif d'application du principe de responsabilité, à condition que ledit comité satisfasse au critère d'indépendance.

**Recommandation 5**

Pour répondre aux besoins des entités des Nations Unies, leurs organes délibérants et directeurs devraient, s'ils ne l'ont pas déjà fait, envisager de réviser et d'actualiser le mandat ou la charte du comité d'audit et de contrôle de leur entité, afin qu'y soient décrites les compétences et qualifications professionnelles dont doivent disposer les membres de celui-ci, notamment un panachage équilibré d'expériences dans les secteurs public et privé à un haut niveau de responsabilité et, de préférence, une bonne compréhension de la structure et du

l'évaluation) ; et contrôle externe (domaine qui relève notamment du Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies et du CCI).

**Acceptée et appliquée**

La Charte révisée du Comité consultatif de l'UNICEF pour les questions d'audit (2020) définit les responsabilités du comité en matière de conseil sur les « contrôles internes » et la « gestion des risques », notamment sur la gestion du risque institutionnel et la stratégie de lutte contre la fraude, ainsi que sur les mécanismes de prévention et de détection.

**Acceptée et appliquée**

La Charte révisée du Comité consultatif de l'UNICEF pour les questions d'audit (2020) prévoit le contrôle des activités de déontologie et de lutte contre la fraude. Le comité prodigue des conseils sur les questions suivantes : activités de déontologie, y compris le Code de déontologie et la politique de dénonciation des abus ; systèmes de promotion du règlement de la fonction publique internationale, d'une conduite déontologique du personnel et des normes d'intégrité, et de gestion des conflits d'intérêts ; et systèmes d'assurance qualité (évaluations internes et externes). Le comité analyse en outre les implications des rapports du Bureau de la déontologie et des réponses de la direction associées et indique à la Direction générale les points qui pourraient nécessiter une attention accrue, le cas échéant. Le comité conseille également la Direction générale sur les contrôles internes et la gestion des risques, notamment sur la gestion du risque institutionnel et la stratégie de lutte contre la fraude, ainsi que sur les mécanismes de prévention et de détection associés.

**Acceptée et appliquée**

La Charte révisée du Comité consultatif de l'UNICEF pour les questions d'audit (2020) décrit les moyens par lesquels la Direction générale devrait s'assurer que les membres du comité sont des professionnels issus d'organisations du secteur public ou privé dotés d'une solide expérience en matière de leadership et d'une bonne connaissance de la gestion, des finances, de la comptabilité, de la gestion des risques, de l'audit interne et des investigations, de l'audit externe, des évaluations, de la déontologie et des technologies de

Recommandations pertinentes	Observations
<p>fonctionnement du système des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et internationales.</p>	<p>l'information organisationnels, ainsi que de tout autre domaine pertinent. La charte prévoit en outre que le processus de sélection doit reposer sur le mérite, la transparence, le professionnalisme, l'intégrité, la compétitivité et l'égalité des chances pour tous. La charte intègre également la question de la représentation équilibrée des genres.</p>
<p><b>Recommandation 6</b></p> <p>Les organes délibérants et directeurs des entités des Nations Unies devraient, s'ils ne l'ont pas déjà fait, donner pour instruction au comité d'audit et de contrôle de leur entité de procéder à une autoévaluation chaque année et de faire établir une évaluation indépendante de leur performance tous les trois ans, et de leur rendre compte des résultats.</p>	<p><b>Acceptée et appliquée</b></p> <p>La Charte révisée du Comité consultatif de l'UNICEF pour les questions d'audit (2020) prévoit que le comité réalisera une autoévaluation de sa performance et de son efficacité et demandera l'avis de la Direction générale. La Direction générale peut consulter le résumé de l'évaluation annuelle dans le rapport annuel du comité.</p> <p>L'UNICEF accueille favorablement les commentaires systémiques sur la recommandation au sujet d'une évaluation indépendante de la performance. L'UNICEF et le Comité consultatif pour les questions d'audit se penchent actuellement sur la possibilité de mettre en place une procédure d'examen par les pairs à cette fin.</p>
<p><b>Recommandation 7</b></p> <p>Les organes délibérants et directeurs des entités des Nations Unies devraient, s'ils ne l'ont pas déjà fait, faire en sorte que le mandat ou la charte du comité d'audit et de contrôle de leur entité soit périodiquement révisé et actualisé, pour que les nouvelles priorités et les nouveaux problèmes auxquels l'entité doit répondre y soient pris en compte.</p>	<p><b>Acceptée et appliquée</b></p> <p>La Charte révisée du comité consultatif de l'UNICEF pour les questions d'audit (2020) prévoit que la charte puisse, le cas échéant, faire l'objet d'examens ou de propositions de modifications périodiques. Le Conseil d'administration sera informé de ces changements lors de ses sessions annuelles (par le biais du rapport annuel du comité).</p>
<p>2. Aucune recommandation adressée aux chefs de secrétariat</p>	
<p><b>Évaluation de la gestion et de l'administration du programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) (JIU/REP/2019/7)</b></p>	
<p>1. Aucune recommandation adressée à l'UNICEF.</p>	

## Annexe II

## Récapitulatif de l'état d'avancement de l'application des recommandations adressées à l'UNICEF par le Corps commun d'inspection avant 2019

<i>Référence du rapport du CCI</i>	<i>Numéro et synthèse de la recommandation</i>	<i>Adressée à</i>	<i>État d'avancement</i>
<b>JIU/REP/2011/1</b> Examen des services médicaux des organismes des Nations Unies	2) Les organes délibérants des organismes du système des Nations Unies devraient adopter des normes appropriées pour les questions de sécurité et de santé au travail.	Organes délibérants	Acceptée et appliquée
<b>JIU/REP/2012/2</b> Gestion du congé de maladie dans les organismes du système des Nations Unies	4) Les chefs de secrétariat des organismes du système des Nations Unies devraient concevoir et mettre en œuvre un module de gestion des absences.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
<b>JIU/REP/2013/2</b> Gestion des dossiers et des archives dans le système des Nations Unies	1) Le Secrétaire général et les chefs de secrétariat devraient garantir la stricte application de ces principes, procédures et règles à tout document considéré comme un dossier de l'organisation ou de l'entité.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
	2) Il incombe au Secrétaire général et aux chefs de secrétariat de veiller à ce que tous les départements, les bureaux et les autres entités relevant de leur responsabilité mettent en place les composantes essentielles de programmes de gestion des dossiers et les appliquent à tous les dossiers qu'ils sont chargés de gérer.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
	3) Le Secrétaire général et les chefs de secrétariat devraient veiller à ce que le temps et le volume de ressources nécessaires soient consacrés à l'institutionnalisation de programmes de formation à la gestion des dossiers et des archives.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
	4) Le Secrétaire général et les chefs de secrétariat devraient faire en sorte que les systèmes d'information qui saisissent, créent ou gèrent les dossiers électroniques soient conformes aux normes internationales d'archivage et de préservation des dossiers et archives numériques.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée

<i>Référence du rapport du CCI</i>	<i>Numéro et synthèse de la recommandation</i>	<i>Adressée à</i>	<i>État d'avancement</i>
<b>JIU/NOTE/2014/1</b> Use of retirees and staff retained beyond the mandatory age of separation at United Nations organizations [Emploi des retraités et des personnels ayant dépassé l'âge réglementaire du départ à la retraite au sein des organismes des Nations Unies]	2) Les chefs de secrétariat devraient mettre en place des mécanismes efficaces de mise à profit des connaissances et de l'expérience du personnel devant partir en retraite ou en cas de réembauche de personnels retraités.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
<b>JIU/REP/2014/1</b> Analyse de la fonction de mobilisation des ressources dans le système des Nations Unies	5) Les chefs de secrétariat devraient engager un dialogue avec leurs donateurs respectifs pour convenir d'obligations communes en matière d'établissement de rapports.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
<b>JIU/REP/2014/9</b> Gestion et administration des marchés dans les organismes des Nations Unies	2) Les chefs de secrétariat devraient inclure dans leur rapport annuel sur les contrôles internes une déclaration certifiant que l'exécution des marchés s'est effectuée en pleine conformité avec les politiques, procédures et règles de l'organisme concerné.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
<b>JIU/REP/2016/2</b> Planification de la relève dans les organismes des Nations Unies	3) Les chefs de secrétariat devraient adopter des critères pour faire en sorte que leur organisme dispose d'un processus efficace de planification de la relève, et faire rapport sur les progrès réalisés.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
<b>JIU/REP/2016/4</b> Prévention, détection et répression de la fraude dans les organismes des Nations Unies	5) Les chefs de secrétariat devraient effectuer une évaluation exhaustive du risque de fraude.  8) Les chefs de secrétariat devraient veiller à ce que les états de contrôle interne contiennent une évaluation de l'adéquation des mesures de lutte contre la fraude appliquées à tous les niveaux de leur organisme.	Chefs de secrétariat  Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée  Acceptée et en cours d'application

<i>Référence du rapport du CCI</i>	<i>Numéro et synthèse de la recommandation</i>	<i>Adressée à</i>	<i>État d'avancement</i>
<b>JIU/REP/2016/6</b> Métaévaluation et synthèse des évaluations du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement	4) Le Secrétaire général devrait inviter les autres organismes des Nations Unies à mieux coordonner leurs activités d'évaluation au niveau des pays.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
<b>JIU/REP/2016/7</b> Examen global de l'appui du système des Nations Unies aux petits États insulaires en développement (PEID) : conclusions finales	4) Les organes directeurs du système des Nations Unies devraient demander aux organisations de coordonner la planification et l'exécution des activités de renforcement des capacités des PEID en consultation étroite avec ces pays et tous les partenaires de développement.	Organes délibérants	Acceptée et appliquée
	7) Les organes délibérants et les organes directeurs devraient s'assurer que la spécificité des PEID soit expressément prise en compte dans la définition des éléments des cadres de suivi et de responsabilisation.	Organes délibérants	Acceptée et appliquée
	8) Les organes directeurs devraient coordonner leurs efforts pour concevoir des cadres et des outils de suivi et de responsabilisation adaptés à la capacité des PEID à surveiller la mise en œuvre des Orientations de Samoa et à en rendre compte.	Organes délibérants	Acceptée et appliquée
<b>JIU/REP/2016/8</b> État de la fonction d'audit interne dans le système des Nations Unies	9) Les organes directeurs devraient veiller à ce que les conditions nécessaires à des comités de contrôle efficaces, indépendants et spécialisés soient réunies.	Organes délibérants	Acceptée et appliquée
	2) Les chefs de secrétariat devraient associer les comités de contrôle et se concerter avec les organes directeurs au moment du recrutement des responsables de l'audit et du contrôle interne, et de la cessation de leurs fonctions.	Chefs de secrétariat	Non acceptée
	6) Les chefs de secrétariat devraient allouer aux services d'audit interne les ressources financières et humaines voulues pour garantir une couverture suffisante des domaines à haut risque au cours de l'établissement des plans d'audit axés sur le risque.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application



<i>Référence du rapport du CCI</i>	<i>Numéro et synthèse de la recommandation</i>	<i>Adressée à</i>	<i>État d'avancement</i>
<b>JIU/REP/2016/10</b> Gestion des savoirs et connaissances dans le système des Nations Unies	1) Les chefs de secrétariat devraient élaborer des stratégies et des politiques de gestion des savoirs et connaissances alignées sur le mandat, les buts et les objectifs de l'organisation.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	3) Les chefs de secrétariat devraient prendre des mesures progressives pour intégrer les compétences en gestion des connaissances et les capacités de partage des connaissances dans les systèmes d'évaluation et de notation des fonctionnaires, les programmes de travail annuels, les définitions d'emploi et les compétences fondamentales de leurs organismes respectifs.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	4) Les chefs de secrétariat devraient établir des règles et des procédures permettant de pérenniser et de transférer les savoirs et connaissances des fonctionnaires sur le départ, sur le point de partir à la retraite ou affectés à un autre poste.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
<b>JIU/NOTE/2017/1</b> Results-based management in the United Nations system: high-impact model for results-based management – benchmarking framework, stages of envelopment and outcomes [La gestion axée sur les résultats dans le système des Nations Unies : modèle à fort impact de gestion axée sur les résultats – Cadre de référence, stades de développement et résultats]	1) Les chefs de secrétariat devraient approuver le modèle à fort impact et l'utiliser en tenant compte des progrès déjà accomplis et des spécificités organisationnelles.	Chefs de secrétariat	Ne dépend pas de l'autorité exclusive de l'UNICEF

<i>Référence du rapport du CCI</i>	<i>Numéro et synthèse de la recommandation</i>	<i>Adressée à</i>	<i>État d'avancement</i>
<b>JIU/REP/2017/2</b> Évaluations des organismes des Nations Unies conduites par les donateurs	4) Les chefs de secrétariat devraient se concerter avec les donateurs pour déterminer les éléments clés de leurs évaluations et envisager de prendre ces éléments en considération dans leurs évaluations des risques et leurs plans de travail.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
<b>JIU/REP/2017/3</b> Examen des politiques en matière de voyages en avion à l'échelle du système des Nations Unies : réaliser des gains d'efficacité et des économies et renforcer l'harmonisation	6) Les chefs de secrétariat devraient encourager l'utilisation d'outils de réservation en ligne des voyages en avion, actualiser leurs politiques en matière de voyages en y incluant des directives d'exploitation optimale de ces outils, et envisager d'intégrer ceux-ci dans leurs systèmes existants d'ici à 2020.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
<b>JIU/REP/2017/6</b> La gestion axée sur les résultats dans le système des Nations Unies pour le développement – Analyse des progrès et de l'efficacité des politiques	6) Les organes délibérants devraient mettre davantage l'accent sur la gestion axée sur les résultats et s'attacher davantage à déterminer ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et pourquoi, en tenant dûment compte du contexte.  2) Les chefs de secrétariat devraient créer une fonction d'appui chargée de veiller à ce que les diverses innovations adoptées en matière de gestion des résultats soient recensées, soutenues, évaluées et partagées dans l'ensemble du système des Nations Unies.	Organes délibérants  Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée  Acceptée et en cours d'application
<b>JIU/REP/2017/7</b> Examen des critères d'établissement des rapports à l'intention des donateurs dans le système des Nations Unies	5) Les chefs de secrétariat devraient collaborer systématiquement avec les donateurs pour que les coûts liés à l'établissement des rapports aux donateurs soient pris en compte dans les accords conclus avec ceux-ci.  6) Les chefs de secrétariat devraient établir et adopter un modèle commun de rapport qui tienne compte des besoins et des demandes des donateurs en matière d'information, ainsi que des cadres réglementaires et des capacités des entités, modèle qui servira de base aux	Chefs de secrétariat  Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application  Acceptée et en cours d'application

<i>Référence du rapport du CCI</i>	<i>Numéro et synthèse de la recommandation</i>	<i>Adressée à</i>	<i>État d'avancement</i>
<b>JIU/REP/2017/8</b> Les partenariats entre le système des Nations Unies et le secteur privé dans le contexte du programme de développement durable à l'horizon 2030	négociations avec les donateurs.  3) Le Secrétaire général et les chefs de secrétariat devraient coordonner et rationaliser à l'échelle du système un module spécifique d'information sur les perspectives de partenariat ouvertes au secteur privé par les objectifs de développement durable, dans l'intérêt des organismes intéressés.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	5) Les chefs de secrétariat devraient renforcer le rôle et les responsabilités du réseau des agents de liaison des Nations Unies avec le secteur privé s'agissant de partager les connaissances, de promouvoir les bonnes pratiques et de trouver des solutions innovantes à apporter aux problèmes liés aux partenariats avec le secteur privé, notamment en lui confiant des tâches spécifiques et des points de l'ordre du jour sur lesquels faire rapport.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	6) Les chefs de secrétariat devraient créer une base de données commune sur les profils et la performance des entreprises ayant conclu ou pouvant souhaiter conclure un partenariat avec les Nations Unies.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	7) Le Secrétaire général et les chefs de secrétariat devraient formuler d'un commun accord un ensemble minimal de procédures et garanties normalisées communes concernant un processus efficace et souple de diligence raisonnable, à appliquer à l'échelle du système et d'une manière transparente par le personnel opérationnel de l'ONU participant à l'établissement de partenariats avec le secteur privé et à leur fonctionnement.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
	10) Le Secrétaire général et les chefs de secrétariat devraient encourager le recours à un mécanisme multipartite de consultations et de recherche de solutions au niveau national, qui soit piloté par le Coordonnateur résident et dans le cadre duquel les entreprises seraient associées d'emblée à la création	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application

<i>Référence du rapport du CCI</i>	<i>Numéro et synthèse de la recommandation</i>	<i>Adressée à</i>	<i>État d'avancement</i>
	de partenariats à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Lorsque les gouvernements ont déjà mis en place de tels mécanismes, les équipes de pays des Nations Unies devraient encourager toutes les parties prenantes à y participer.		
	11) Le Secrétaire général et les chefs de secrétariat devraient donner au Réseau des Nations Unies pour l'innovation ou à d'autres initiatives communes en matière d'innovation lancées par les organismes des Nations Unies les moyens de circonscrire les questions qui intéressent la coordination des initiatives, fonds, laboratoires, accélérateurs et incubateurs en matière d'innovation existants, ainsi que leur interface avec le secteur privé, et d'en discuter afin de favoriser et de stimuler l'innovation à l'occasion de la mise en œuvre du Programme 2030.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
<b>JIU/REP/2017/9</b> Examen des mécanismes et politiques visant à remédier aux conflits d'intérêts dans le système des Nations Unies	3) Les organes directeurs devraient demander aux chefs de secrétariat de préparer un rapport détaillé sur les programmes de transparence financière existants et proposer d'apporter à la raison d'être et à la portée de ces programmes toutes modifications nécessaires pour en améliorer l'efficacité.	Organes délibérants	Acceptée et appliquée
	6) Les organes directeurs devraient suivre régulièrement les questions relatives aux conflits d'intérêts, en veillant notamment à actualiser les politiques, instruments administratifs et mécanismes pertinents.	Organes délibérants	Acceptée et en cours d'application
	1) Les chefs de secrétariat devraient charger leurs collaborateurs d'inventorier, d'ici à décembre 2019 au plus tard, les cas les plus courants et de recenser les risques découlant de situations dans lesquelles leurs organismes respectifs sont confrontés à des conflits d'intérêts institutionnels.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	2) Les chefs de secrétariat devraient charger leurs services de gestion des ressources humaines d'instaurer un	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application

<i>Référence du rapport du CCI</i>	<i>Numéro et synthèse de la recommandation</i>	<i>Adressée à</i>	<i>État d'avancement</i>
	formulaire de déclaration obligatoire de conflit d'intérêts à faire signer par tous les fonctionnaires en même temps que leur serment ou déclaration, et par les autres catégories de personnel entrant au service d'une organisation, quelle que soit la durée de leur mission.		
	4) Les chefs de secrétariat devraient incorporer des clauses appropriées dans les contrats de travail passés avec les membres de leur personnel fonctionnaire et non fonctionnaire, selon le cas, clauses en vertu desquelles il serait interdit à ces derniers, pendant une période fixée au regard de leur fonction, de se livrer, après la cessation de service, à certaines activités clairement définies.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	5) Les chefs de secrétariat devraient a) veiller à ce que tous les fonctionnaires, toutes classes confondues, suivent avec succès le cours obligatoire de formation initiale et périodique à la déontologie et obtiennent le certificat correspondant ; b) relier la certification du cours obligatoire de formation à la déontologie au cycle annuel de suivi du comportement professionnel ; c) incorporer la formation à la déontologie dans la formation à l'entrée en service du personnel non fonctionnaire, en prévoyant selon que de besoin des remises à niveau à intervalles périodiques.	Chefs de secrétariat	a) Acceptée et en cours d'application ; b) et c) acceptée et appliquée
<b>JIU/REP/2018/1</b> Examen des programmes de stages à l'échelle du système des Nations Unies	6) Les organes délibérants et/ou les organes directeurs devraient envisager d'approuver la création d'un fonds d'affectation spéciale multidonateurs qui serait alimenté au moyen de contributions volontaires destinées à financer les programmes de stages, et soumettre des propositions relatives à d'autres mécanismes novateurs appropriés permettant de réunir des contributions volontaires non assorties de conditions concernant les critères	Organes délibérants	Acceptée et en cours d'application

<i>Référence du rapport du CCI</i>	<i>Numéro et synthèse de la recommandation</i>	<i>Adressée à</i>	<i>État d'avancement</i>
	de sélection.		
	2) Les chefs de secrétariat devraient mettre en place des programmes de stages plus cohérents à l'échelle du système des Nations Unies, en tenant compte du cadre de référence pour les bonnes pratiques en la matière.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	3) Les chefs de secrétariat devraient actualiser leurs politiques de stages, en tenant compte du projet de cadre de référence du CCI concernant les bonnes pratiques en matière de programmes de stages et en rationalisant certains points de repère dans les politiques.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	5) Les chefs de secrétariat devraient mettre en place un mécanisme qui leur permette d'assurer le suivi systématique des informations relatives aux stages, notamment celles qui concernent le sexe, le pays d'origine, l'université ayant décerné le diplôme le plus élevé et la durée du stage pour chaque stagiaire recruté et les dépenses (directes et indirectes) afférentes au programme de stages. Un rapport devrait être présenté pour information aux organes directeurs et/ou aux organes délibérants des organisations, à leur prochaine session.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
	7) Les chefs de secrétariat devraient mettre en place un mécanisme de collaboration entre les services d'information des organisations et les représentants permanents des États Membres pour faciliter les activités de sensibilisation dans les capitales du monde entier afin d'attirer pour les stages des jeunes issus de divers horizons académiques.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
<b>JIU/REP/2018/4</b> Examen des politiques et pratiques relatives à la dénonciation des abus dans les	3) Les chefs de secrétariat devraient actualiser d'ici à 2020 leurs politiques relatives à la dénonciation d'abus afin de remédier aux insuffisances et aux lacunes détectées dans les évaluations des meilleures pratiques effectuées par	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée

<i>Référence du rapport du CCI</i>	<i>Numéro et synthèse de la recommandation</i>	<i>Adressée à</i>	<i>État d'avancement</i>
entités du système des Nations Unies	le CCI.		
	5) Les chefs de secrétariat devraient élaborer des outils de communication détaillant à l'intention de l'ensemble du personnel, dans toutes les langues de travail de l'entité considérée, les types de manquements à signaler, les modalités et les canaux de signalement et les services chargés de recueillir les signalements, y compris les cas de harcèlement et de représailles.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
	7) Les chefs de secrétariat devraient élaborer des procédures normalisées de traitement des affaires de représailles, assorties de listes de contrôle et de protocoles spécifiques pour les enquêtes, les services d'appui et la communication.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
	8) Les chefs de secrétariat devraient veiller à ce que les canaux anonymes de signalement de manquements soient : a) mis au point et opérationnels ; b) disponibles dans toutes les langues de travail de l'entité ; c) accessibles à tous les membres du personnel, fournisseurs et bénéficiaires ; d) inscrits dans leurs politiques pertinentes ; et e) largement diffusés.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
JIU/REP/2018/5 Possibilités d'améliorer l'efficacité et l'efficacité des services d'appui administratif par le	10) Les chefs de secrétariat devraient veiller à ce que tous les superviseurs et cadres soient tenus de suivre une formation spécifique sur les politiques relatives à la dénonciation d'abus et la manière de réagir et de donner suite aux signalements de manquements et de représailles.	Chefs de secrétariat	Acceptée et appliquée
	2) Les organes délibérants devraient demander aux chefs de secrétariat d'élaborer des indicateurs et des objectifs de résultats pour améliorer la prestation des services d'appui administratif, et d'afficher publiquement les résultats obtenus.	Organes délibérants	Acceptée et appliquée

<i>Référence du rapport du CCI</i>	<i>Numéro et synthèse de la recommandation</i>	<i>Adressée à</i>	<i>État d'avancement</i>
renforcement de la coopération interorganisations	4) Le Secrétaire général devrait lancer la mise à l'essai d'un modèle de fonctionnement dans le cadre duquel une seule entité fournirait des services d'hébergement aux autres.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	5) Un groupe restreint de chefs de secrétariat devrait formuler une proposition de regroupement des dispositifs d'appui administratif au niveau des pays, conformément aux dispositions de la résolution 72/279 de l'Assemblée générale.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	6) Les équipes de pays devraient présenter une analyse de viabilité sur les locaux communs et établir des accords et des contrats de services communs à long terme.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application
	10) Le Secrétaire général et les chefs de secrétariat devraient constituer un conseil des services partagés qui aurait pour mission d'élaborer une étude de viabilité sur des services partagés mondiaux et d'assurer leur conception opérationnelle.	Chefs de secrétariat	Acceptée et en cours d'application